

**Taxes foncières pour 2023**

votées et perçues par la commune et divers organismes

**Avis d'impôt**

**CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES**

SIP SABLES D'OLONNE  
155 RUE SIMONE VEIL CS 90373  
85109 LES SABLES-D'OLONNE CEDEX

**Vos références**

Numéro fiscal (C) : 17 05 736 016 131  
Référence de l'avis : 23 85 4156298 88  
Contrat de prélèvement : M3 85 0185088 20  
Référence unique de mandat :  
FR46ZZ005002M385018508820

Numéro de propriétaire : 104 G00414 H

Département d'imposition : 85

VENDEE

Commune d'imposition : 104

GRUES

Débiteur(s) légal(aux) :

le détail est précisé en page suivante.

Numéro de rôle : 221

Date d'établissement : 07/09/2023


Date de mise en recouvrement : 31/08/2023


Identifiant service : 85035


7968-011990-0041-0

GOMES MARC  
GOMES SYLVIE  
42 RUE DES ORCHIDEES  
85580 GRUES

**Vos contacts**

 **Par messagerie sécurisée**  
dans votre espace particulier ou professionnel sur  
[impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)

 **Par téléphone**  
- pour toutes questions sur le prélèvement à  
l'échéance ou sur le prélèvement mensuel  
au 0 809 401 401 \*  
du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h  
- pour toute autre question, votre centre des  
finances publiques (coordonnées ci-dessous)

 **Sur place**  
auprès de votre centre des finances publiques  
horaires sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), rubrique Contact et RDV

**• pour le paiement de votre impôt :**

SIP SABLES D'OLONNE  
155 RUE SIMONE VEIL CS 90373  
85109 LES SABLES-D'OLONNE CEDEX  
Tél : 0251217699

**• pour le montant de votre impôt :**

CDIF LES SABLES D'OLONNE  
SECT. FONC 1ER SECTEUR  
155 RUE SIMONE VEIL  
CS 90373  
85109 LES SABLES-D'OLONNE CEDEX  
Tél : 02 51 21 76 86

\* (service gratuit + coût de l'appel)

**Somme à prélever**

**243,00 €**

Montant de vos taxes foncières 875,00 €

Acomptes mensuels déjà versés - 632,00 €

Cette somme sera prélevée selon cet échéancier, qui se substitue  
à la date limite de paiement fixée au 16/10/2023 :

15 septembre	2023	79,00 €	15 novembre	2023	85,00 €
16 octobre	2023	79,00 €			

Compte bancaire : FR76 1480 6180 007X XXXX XXX9 455

Identifiant de la banque : AGRIFRPP848

Nom du créancier : DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

**Avis d'échéances 2024**

Sauf modifications qui vous seront signalées, vos prélèvements mensuels  
seront effectués selon cet échéancier :

15 janvier	2024	87,00 €	17 juin	2024	87,00 €
15 février	2024	87,00 €	15 juillet	2024	87,00 €
15 mars	2024	87,00 €	16 août	2024	87,00 €
15 avril	2024	87,00 €	16 septembre	2024	87,00 €
15 mai	2024	87,00 €	15 octobre	2024	87,00 €

En tant que propriétaire, vous devez déclarer tout changement intervenu depuis votre dernière déclaration  
concernant la situation d'occupation de vos locaux affectés à l'habitation. Pour cela, rendez-vous dans votre  
espace sécurisé sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), rubrique « Biens immobiliers » ou par téléphone au 0 809 401 401.



DÉBITEUR(S) LÉgal(AUX)		
Identifiant	Droit	Désignation et adresse
MB4JMZ	PROP/INDIVIS	GOMES-JOAO MARC
MB4JM2	PROP/INDIVIS	RAY SYLVIE ISABELLE

Taxes foncières 2023		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxes spéciales	Taxe ordures ménagères	Taxe GEMAPI	Total des cotisations
Propriétés bâties	Taux 2022	29,07 %	%	%	0,119 %	%	1,19 %	
	Taux 2023	29,07 %	%	2,00 %	0,114 %	14,47 %	1,23 %	
	Adresse	42 RUE DES ORCHIDEES						
	Base	1785		1785	1785	1785	1785	
	Cotisation	519		36	2	258	22	837
	Cotisation lissée							
	Adresse							
	Base							
	Cotisation							
	Cotisation lissée							
Propriétés non bâties	Cotisation 2022	485		-	2	250	20	
	Cotisation 2023	519		36	2	258	22	
	Variation	+7,01 %	%	- %	0 %	+3,20 %	+10,00 %	837

		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxe additionnelle	Taxes spéciales	Chambre d'agriculture	Taxe GEMAPI	Total des cotisations		
Propriétés non bâties	Taux 2022	%	%	%	%	%	%	%			
	Taux 2023	%	%	%	%	%	%	%			
	Bases terres non agricoles										
	Bases terres agricoles										
	Cotisation 2022										
	Cotisation 2023										
	Variation	%	%	%	%	%	%	%			
	Dégrevement jeunes agriculteurs (JA)				Base du forfait forestier	Majoration base terrains constructibles	Caisse d'assurance des accidents agricoles				
	Base État						Droit proportionnel :				
	Base collectivité						Droit fixe :				
Pour assurer la compensation à l'euro près de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, cette année, votre commune fera l'objet d'une retenue sur le produit de taxe foncière de 25082 €. Pour plus d'informations, consultez la notice.						Frais de gestion de la fiscalité directe locale			38		
						Dégrevement Habitation principale					
						Dégrevement JA État					
Références administratives : 850 51 024 035 104 104 N T						Dégrevement JA Collectivité					
						Montant de votre impôt			87		

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, conformément aux articles R\*190-1 et R\*196-2 du livre des procédures fiscales, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques, jusqu'au 31 décembre 2024. Les calculs ayant permis la détermination du montant de votre imposition ainsi que son détail sont réalisés dans le cadre d'un traitement algorithmique. Conformément au code des relations entre le public et l'administration, vous avez accès aux règles définissant ce traitement ainsi qu'aux principales caractéristiques de sa mise en œuvre, en consultant [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), rubrique « ouverture des données publiques de la DGFiP ».

Les informations recueillies pour les taxes foncières font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel, mis en œuvre par la Direction générale des Finances publiques (120 rue de France 75173 PARIS). Pour toutes informations sur la protection de vos données personnelles, consultez la politique de confidentialité accessible depuis la page internet suivante : <https://www.impots.gouv.fr/portail/confidentialite-informations-personnelles>. Des informations sur vos taxes foncières sont communiquées aux collectivités locales (art. L.125-9 du code des procédures fiscales).

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ainsi que d'un droit à la limitation du traitement. Pour exercer vos droits, vous pouvez adresser une demande au centre des finances publiques ou à l'adresse email : [donnees-personnelles-mes-droits@dgi.fr](mailto:donnees-personnelles-mes-droits@dgi.fr). En outre, si vous estimez que le traitement de vos données a été effectué de manière abusive ou si vous estimez que les données ne sont pas exactes, vous pouvez exercer votre droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.